



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 03 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOWMET CIRAL ARCONIC

Zone de la Présaie
53600 Évron

Références : 2024-432_HOWMET CIRAL_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement HOWMET CIRAL ARCONIC implanté Zone de la Présaie BP 0230 53600 Évron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOWMET CIRAL ARCONIC
- Zone de la Présaie BP 0230 53600 Évron
- Code AIOT : 0006303220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de pièces en aluminium destinées à l'industrie aéronautique civile (70 % de l'activité) et militaire (pièces de fuselage aéronautique, pièces de moteur, boîtiers électroniques pour l'armée...). L'établissement d'Evron fait partie du groupe Howmet Aerospace avec une dominance en Amérique du Nord et en Europe. 70 % des clients sont issus du secteur aéronautique, le reste est du secteur transport et défense. L'ensemble du groupe a une politique HSE et a pour objectif de réduire l'impact environnemental du transport aérien par le biais de matériaux qui permet d'augmenter la performance.

Le site d'Evron a été créé en 1977 par Ciral afin de fabriquer des pièces en aluminium par le procédé de cire perdue. Le site a été racheté en 1989 par Howmet. Le groupe s'est divisé en 2 filiales : la production aluminium et la transformation par Arconic. En 2021, la filiale transformation a été redéfinie au 1/01/2021 par Howmet Aerospace.

Le site comprend un atelier de fabrication des outillages d'injection, une fonderie aluminium par procédé de cire perdue, des installations de traitement thermiques et une installation de traitement de surfaces.

Le client principal de l'établissement est Airbus. Les produits réalisés sont spécifiques, sur demande et de formes différentes.

Thèmes de l'inspection : Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etude technique - Emissions atmosphériques issues des fours de fusion	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 3 Alinéa 2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Qualité des émissions atmosphériques issues de l'installation d'enrobage	Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4 et 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rétention - Constat de la VI du 06/07/2021	Arrêté Préfectoral du 05/02/2009, article 7.4.3 Alinéa 1	Sans objet
5	Protection contre la foudre - Constat de la VI du 06/07/2021	Arrêté Préfectoral du 05/02/2009, article 7.2.7.4 Alinéa 7, 8 et 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant, notamment vis-à-vis de la maîtrise de la qualité des effluents atmosphériques en sortie de l'atelier d'enrobage. Des engagements ont été pris par l'exploitant lors de la visite d'inspection. **En l'absence d'avancements concrets dans la mise en œuvre des actions correctives nécessaires, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature de Mme la Préfète de la Mayenne.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude technique - Emissions atmosphériques issues des fours de fusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 3 Alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre à l'inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2022, une étude comprenant, d'une part, un bilan de la qualité des effluents atmosphériques des fours de fusion dans les conditions d'exploitation du site afin d'évaluer la nécessité ou non de capter, voire de traiter, les dits effluents et d'autre part, une analyse technico-économique de mise en œuvre d'un dispositif de collecte des fumées, gaz et poussières issus des fours de fusion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier daté du 22 décembre 2022, la société HOWMET CIRAL a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de mesure de la qualité des rejets atmosphériques d'un des fours de fusion (four de fusion n°4). Ce rapport, rédigé par la société DEKRA et identifié N°D86828962201R001, mentionne que la campagne de mesure s'est déroulée le 14 avril 2022 avec une durée d'essai de 706 minutes. Les principaux résultats pour les rejets d'un four de fusion sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non détection des NOx, CO, As, Cd, Co, Hg, Se, Te, Tl et V • Détection des polluants suivants : Al (31,7 µg/m³), Cr (0,04 µg/m³), Cu (0,25 µg/m³), Mn (0,32 µg/m³), Ni (0,16 µg/m³), Pb (0,004 µg/m³), Sb (0,004 µg/m³), Sn (1,2 µg/m³), Zn (3,2 µg/m³) et Poussières (0,66 mg/m³). <p>Au sein de ce courrier, l'exploitant précise, qu'après examen des résultats du rapport de mesure, il ne lui semble pas nécessaire de capter, ni traiter les effluents. Néanmoins, en application des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2021, une étude technico-économique pour la mise en place d'un dispositif de collecte a été engagée avec l'appui d'un prestataire.</p> <p>Par courrier daté du 16 mai 2023, l'exploitant a transmis l'étude technico-économique de mise en œuvre d'un dispositif de collecte des fumées, gaz et poussières issus des fours de fusion. Cette étude complète la campagne de mesure des rejets atmosphériques du 14/04/2022. Par courrier du 26 mai 2023, l'inspection des installations classées a formulé des observations sur les documents transmis par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de mesure de la qualité des rejets atmosphériques issus des fours de fusion (Rapport n°D86828962201R001) doit être analysé et expliqué (conditions de prélèvement et d'échantillonnage, choix de la période de mesure, durée de la mesure, temps d'ouverture des fours, paramètres mesurés, justification sur la représentation des mesures, représentativité des rejets, ...). Un bilan des flux de pollution susceptibles d'être émis par

l'ensemble des fours de fusion doit être réalisé ;

- l'analyse technico-économique est jugée sommaire et peu explicite. Il convient d'une part de présenter l'ensemble des technologies susceptibles d'être employées et de vérifier leur applicabilité au sein des installations concernées et d'autre part d'évaluer les coûts précis à la mise en œuvre des technologies susceptibles d'être retenues ;
- un positionnement est attendu quant à la nécessité d'une collecte des effluents compte tenu de la qualité des rejets avec un échéancier de mise en œuvre.

Par courrier du 19 décembre 2023, l'exploitant a apporté des éléments de réponse à l'ensemble des observations formulées. Les conditions de mesure et d'échantillonnage ont été adaptées aux modalités d'utilisation des fours de fusion et sont jugées pertinentes par l'inspection. Une nouvelle étude technico-économique, réalisée par la société Air Flux Concept (Octobre 2023) est jointe au courrier. Cette étude présente de manière détaillée les installations concernées, les solutions techniques d'aspiration en local des émissions et les solutions de traitement des rejets. En conclusion, deux solutions de captation à la source seraient pertinentes:

- Anneaux de Pouyès : Difficulté d'implantation, fortes exigences relevées en termes d'ergonomie et d'utilisation réelle, coût estimé entre 120 000 et 200 000 euros;
- Hotte aspirante générale : Coût de fonctionnement élevé, surconsommation électrique, coût estimé à 75 000 euros.

A la vue des quantités de polluants rejetés à l'atmosphère (quantité très faible), des difficultés de mise en œuvre des solutions proposées ainsi que des coûts exorbitants associés, l'exploitant conclut dans son courrier qu'il n'est pas nécessaire de collecter les effluents.

De par les données présentées par l'exploitant, l'inspection constate que les flux de pollution générés par le fonctionnement des fours de fusion sont relativement faibles. L'étude technico-économique est détaillée sur les solutions de captation à la source. Toutefois, l'étude mentionne en page 7/24 que *"la solution de ventilation générale n'est pas étudiée compte tenu de l'absence de connaissance de la teneur ni de la quantité des polluants rejetés par les fours"*, ce qui n'est pas exact compte tenu de la réalisation d'une campagne d'analyse le 14/04/2022. Par ailleurs, lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'une sortie de ventilation au centre de l'atelier de fonderie.

L'inspection rappelle que les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2552 prévoient que *"les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions."*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter, sous un délai de deux mois, l'étude avec l'analyse technico-économique d'une mise en place d'un dispositif d'aspiration générale de l'air présent au sein de l'atelier de fonderie avec une évacuation en toiture (cheminée).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Qualité des émissions atmosphériques issues de l'installation d'enrobage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2021, article 4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les Valeurs Limites d'Emission en Composés Organiques Volatils issues de l'installation d'enrobage sont les suivantes :

- 110 mg/Nm³
- 2,5 kg/h

Constats :

Par courrier du 22 décembre 2022, la société HOWMET CIRAL a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques issus de l'installation d'enrobage (Rapport DEKRA n°D9691962201R001 du 17/11/2022). La valeur mesurée en COV totaux est de 161 mgEqC/Nm³ pour une valeur limite fixée à 110 mgEqC/Nm³ (trois essais d'au moins 30 minutes chacun). Le courrier mentionne que cet écart est lié à l'évolution de la production du site, notamment par le nombre de pièces traitées en base alcool. Une solution technique de captation et de traitement des COVs est recherchée par l'exploitant.

Par courrier daté du 16 mai 2023, la société HOWMET CIRAL informe l'inspection des installations classées des actions engagées suite au dépassement de la valeur limite d'émissions constatées au cours de l'année 2022 sur les rejets atmosphériques issus de l'installation « Enrobage », notamment la mise en œuvre d'un traitement des rejets de COV par l'installation d'un filtre à charbon actif. Par courrier du 26 mai 2023, l'inspection a informé que cette mesure corrective n'appelait pas de commentaires dès lors qu'un retour à la conformité réglementaire était garanti de manière pérenne.

Par courrier du 21 décembre 2023, l'exploitant a informé que le dispositif retenu, à savoir un système de collecte et de traitement des COVs par charbons actifs, avait été installé et mis en service le 16 novembre 2023. Toutefois, les performances de l'installation mise en place ne sont pas suffisantes pour permettre un retour à la conformité réglementaire. Il s'avère que l'installation de traitement est sous-dimensionnée pour les rejets de l'installation 'Enrobage'. Compte tenu de ces éléments d'information, l'inspection a transmis un courrier daté du 02 février 2024 demandant à l'exploitant :

- de mettre en œuvre, sans délai, un plan d'action reprenant les mesures organisationnelles (réduction de production, réduction des flux à la source, ...) et techniques (augmentation de la fréquence de changement des filtres à charbon, location d'un dispositif complémentaire et temporaire de traitement, ...) permettant de réduire au plus bas les émissions de COV issues de l'installation d'enrobage ;
- de s'engager à mettre en œuvre, au plus vite, un dispositif adapté et pérenne de traitement des rejets issus de l'installation d'enrobage ;
- de rapporter mensuellement l'avancement des actions (études, devis, analyses, ...) engagées et planifiées.

Par courrier du 20 février 2024, l'exploitant précise :

- qu'afin de réduire immédiatement l'émanation de COV, les bacs contenant de l'alcool isopropylique sont couverts lorsque le programme ne nécessite pas de tremper les pièces dans le bain. De ce fait, les bacs à base d'alcool sont dorénavant couverts pendant plus de 39 % du temps ;
- qu'une nouvelle campagne de mesure des rejets atmosphériques sera réalisée en prenant en compte l'ensemble des phases d'enrobage (aqueuse et solvantée), soit une campagne de mesure sur 8 heures ;
- qu'il recherche un nouveau prestataire afin de mettre en place une solution pérenne de

collecte et de traitement des COVs.

Par courrier du 22 mars 2024, conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant rapporte mensuellement l'avancement des actions. Dans son courrier, l'exploitant :

- joint le rapport de mesure de la Société DEKRA (E44179992401R001) relatif à la mesure des COV au sein de l'atelier Enrobage sur une période de 8 heures. Sur cette période, la mesure de COV est de 90,3 mg/Nm³. Le prélèvement a été réalisé le 13/03/2024 sur une période de 8 heures dont 6 heures en couche F16 (base eau) et 2 heures en couche MP1 (base alcool), soit 75 % du prélèvement en couche "eau" et 25 % du prélèvement en couche "solvantée". En application de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 (annexe II point c), **"la durée du mesurage doit être représentative de la phase ou du cycle à caractériser, et donc doit être au moins égale à la durée de la phase à caractériser ou à un cycle de fonctionnement complet"**. La mesure ne doit se faire que sur la phase solvantée du procédé (et pas la phase aqueuse), avec au moins 3 mesures de 30 minutes. **Le rapport de mesure de la Société DEKRA (E44179992401R001) relatif à la mesure des COV au sein de l'atelier Enrobage ne permet pas de conclure au retour à la conformité réglementaire.**
- précise que la société Coélys a été mandatée pour une étude d'ingénierie associée au traitement des rejets atmosphériques.

Par courriers des 29 avril, 29 mai et 28 juin 2024, l'exploitant tient informée l'inspection de l'avancement des travaux de réflexion. Par courrier du 20 juillet 2024, l'exploitant a transmis l'étude technico-économique (ETE) de la société Coélys. Les principales informations contenues dans l'ETE sont les suivantes :

- Deux salles d'enrobage (une grande et une petite) sont présentes sur le site. La plus grande fonctionne en base alcool (utilisation d'IPA dans certaines solutions) avec le projet de basculer la seconde salle en base alcool, soit une consommation d'IPA projetée de 76 tonnes par an ;
- Le flux moyen équivalent de solvant à traiter est de 4,15 kgC/h
- Les solutions techniques mentionnées sont : l'oxydation thermique, l'absorption, le traitement biologique, l'adsorption et la condensation. Les avantages et inconvénients de chacune des solutions techniques listées sont présentés dans l'étude. Trois solutions alternatives ont également été étudiées compte tenu des spécificités du site : Traitement de rejets via les brûleurs des fours, l'adsorption/désorption/distillation et l'absorption et traitement des effluents via la station d'épuration.
- Les coûts d'investissement et d'exploitation sont présentés pour les trois techniques susceptibles d'être mises en œuvre sur le site : adsorption sur charbons actifs, oxydation thermique catalytique et oxydation thermique régénératif.

L'étude technico-économique est détaillée et argumentée. En l'absence de possibilité de réduction à la source des émissions de COV, des solutions de traitement des rejets sont susceptibles d'être appliquées au sein du site d'Evron. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à mettre en œuvre l'une des solutions de traitement présentée dans l'ETE. A ce titre, un cahier des charges et un budget d'investissement seront définis avant la fin de cette année 2024. Un bon de commande signé devra être communiqué à l'inspection des installations classées à cette échéance. L'installation et la mise en service de l'installation de traitement sont envisagées pour le mois d'août 2025, période d'arrêt technique des installations de production. Un retour à la conformité réglementaire est attendu à cette période.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient régulièrement informée l'inspection des installations classées de l'avancement des études et travaux relatifs à la mise en conformité de l'installation. En l'absence d'éléments

justifiant l'avancement des études et travaux, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Mme la Préfète de la Mayenne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 II

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.


Constats :

L'étude technico-économique de la Société Coéllys sur le traitement des émissions de COV (R-24-07-011-Rev1 de juillet 2024) transmis par la Société HOWMET CIRAL mentionne un projet de passage de la petite salle d'enrobage en base alcool (page 9/43). Il est mentionné que la société HOWMET CIRAL prévoit d'augmenter sa capacité de production solvantée avec l'utilisation IPA dans la petite salle (robot 250). Il est estimé une augmentation de la consommation d'IPA de l'ordre de 24 tonnes. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que la petite salle d'enrobage a basculé en base alcool au cours du mois d'août 2024. Au cours de la visite des installations, l'inspection a constaté l'emploi de solvant au droit de la petite salle d'enrobage. Par ailleurs, lors de la visite du site, l'exploitant a informé l'inspection que des bâtiments présents sur des parcelles voisines ont été loués pour stocker du matériel et installer une zone de restauration pour les salariés. Un accès entre les deux zones était en cours d'aménagement au moment de la visite. Les installations concernées se situent sur les parcelles cadastrales 39 et 352 de la section B. Ces parcelles ne font pas partie des parcelles listées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 05 février 2009 et n'entrent donc pas dans le périmètre d'exploitation actuellement autorisé.

Ces constats ne sont pas conformes aux dispositions du présent article qui prévoit que toute modification des conditions d'exploitation doit être portée à la connaissance de Madame la Préfète **avant sa réalisation** en application de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement. Ce porter à connaissance devra comprendre la description précise des modifications réalisées, l'évolution de la situation administrative induite par ces modifications et la description des incidences et dangers associée à cette modification des conditions d'exploitation. Un positionnement sur le caractère substantiel ou non des modifications est attendu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le dossier de porter à connaissance comprenant l'ensemble des éléments mentionnés dans les constats est transmis sous un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Rétention - Constat de la VI du 06/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2009, article 74.3 Alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : <p>Par courrier daté du 02 septembre 2021, l'exploitant précise qu'une redéfinition des besoins de rétention et des actions à entreprendre seraient menées au cours de l'année 2022.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'une zone spécifique de stockage des déchets dangereux liquides a été mis en place. Deux modules comprenant chacun deux hauteurs de stockage de fûts équipés de rétention ont été placés sur une zone étanche.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre la foudre - Constat de la VI du 06/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2009, article 7.2.7.4 Alinéa 7, 8 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risques externes - Foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.
Constats : Par courrier daté du 02 septembre 2021, l'exploitant précise que les vérifications visuelles annuelles seront ajoutées au Kanban EHS et au contrat APAVE. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise que les contrôles périodiques des installations de protection contre la foudre ont été réalisés depuis la dernière visite d'inspection. Le dernier rapport de contrôle a été présenté à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite